

# FRONT POUR LE SURSAUT PATRIOTIQUE (FSP)

Cél : 67086114 / 97980179

---

## DECLARATION

### AU MEETING DE PROTESTATION CONTRE LA GOUVERNANCE DU PRESIDENT TALON

**Le premier constat qui s'observe au niveau des ménages au Bénin, c'est que le peuple a faim. Peu de Béninois arrivent à s'assurer deux repas par jour.** Le Chef de l'Etat, dans une intervention après neuf mois au pouvoir, promettait la fin du calvaire pour dans un an. Mais, c'est après cette promesse que l'on a assisté à la casse des boutiques, ateliers, etc. des petits commerçants et artisans des rues, à la liquidation et aux licenciements de milliers de salariés. C'est après cette promesse que des lois scélérates (dites d'assouplissement du marché de l'emploi) consacrent des contrats à durée déterminée (CDD) sans limite et à vie pour les salariés, le plafonnement des indemnités à neuf mois de salaires pour les licenciements abusifs. Des mesures scélérates et impopulaires contre la jeunesse studieuse excluant ainsi les enfants des parents pauvres de leur accès à l'instruction. Aucune couche sociale n'est épargnée par la politique de ruse et de rage de Talon. Pas non plus les hommes en armes (armée, police, gendarmerie, eaux et forêts) qui font face à la répression aveugle et à la misère qu'impose Talon. Bref, une aggravation de la misère et un horizon assombri pour les travailleurs et le peuple.

**Le candidat Patrice Talon a promis l'égalité des chances pour tous. Mais jamais l'inégalité n'a atteint des proportions aussi vertigineuses dans notre pays et, ce, dans tous les domaines.** L'accès des pauvres à la santé, l'éducation, l'emploi est plus encore hypothéqué par des mesures et réformes de libéralisme sauvage. Au niveau économique, la destruction du monopole public fait place nette au monopole privé du Chef de l'Etat et de son clan. Peut-on parler de l'égalité des chances lorsque les marchés sont passés de gré à gré, que les audits et contrôles fiscaux sont diligentés contre les opérateurs économiques n'appartenant pas au clan au pouvoir, et pendant que des décrets et mesures d'Etat bétonnent les intérêts des associés en affaires au sommet de l'Etat et contre les intérêts du peuple ?

**Le Président Talon avait promis lutter contre l'impunité. Mais on observe que l'impunité et la corruption sont protégées au sommet de l'Etat et la rigueur, soi-disant de la loi, ne frappe que les faibles et les opposants.** Des milliards engloutis dans Maria-gléta, dans Ppea2, machines agricoles, Cen-sad, nouveau siège du Parlement, etc. sont passés en pertes et profits par le gouvernement qui a décidé de ne pas regarder dans le rétroviseur, car le miroir reflète bien des visages connus au Gouvernement et dans le cercle restreint au sommet de l'Etat.

**Le candidat Talon avait promis dépolitiser l'administration publique. Mais jamais l'administration n'a été aussi politisée. Même la promesse de nomination par appel à candidature s'est noyée dans le flot de la gouvernance clanique, partisane et népotiste.** Et pourtant, l'Université publique montre depuis quinze ans avec l'élection du Recteur, la voie à suivre : l'élection des responsables de la gestion du bien public. Des voix à maintes occasions indiquent, pour la transparence, la probité et la réhabilitation de l'ardeur au travail, la nécessité du contrôle par les travailleurs et les citoyens des gestionnaires du bien public avec le droit de destitution de ceux convaincus de mauvaise gestion. Mais le pouvoir reste aveugle à ces mesures de bonne gestion, préoccupé par la rentabilité de ses propres affaires.

**Le candidat Talon avait promis respecter les institutions et les lois et dit qu'un Etat qui ne respecte pas les décisions de justice est un Etat voyou. Mais jamais les institutions n'ont été aussi avilées par un Président qui demande à l'Assemblée nationale de voter les « yeux fermés » (sic).** Il est de notoriété publique que le gouvernement est aux ordres d'un petit cercle fermé autour du Chef de l'Etat et des personnes sans aucun titre officiel donnent des ordres à des ministres. Les responsables d'institutions qui tentent de respecter la loi sont menacés pendant que le gouvernement bafoue les lois et les décisions de la Cour constitutionnelle. Talon a transformé l'Etat béninois en un Etat voyou au service de son clan.

**Le candidat Talon avait promis le respect des libertés. Mais c'est lui qui parle de lignes rouges non définies nulle part, autre que par son bon vouloir.** C'est lui qui s'acharne contre les organisations estudiantines, contre les responsables syndicaux qu'on emprisonne pour délit d'opinion, contre des médias non conformistes, contre la liberté de manifestation de rue. C'est lui le Président Talon qui fait prendre en conseil des ministres des décisions de poursuites de parents, amis et avocats venus témoigner de leur soutien à un citoyen aux prises avec la police. C'est lui qui envoie ses "services habilités" de renseignements répandre la peur et les intimidations contre la simple liberté de réunion. C'est lui qui fait répandre des intimidations et menaces contre les responsables opposants et leurs proches, allant jusqu'à des attaques physiques contre eux.

**Talon avait promis respecter la démocratie et équilibrer le pouvoir des institutions. Mais il a concocté un projet funeste de révision de la Constitution qui consolide le pouvoir du Président de la République. Après le rejet de ce projet, il n'a pas renoncé. Il saucissonne le projet rejeté en lois scélérates qu'il fait adopter en catimini par une Assemblée Nationale vassalisée. Ainsi en est-il du projet de révision du code électoral en élaboration qui est une attaque contre la démocratie, les élections libres et transparentes.** Déjà le projet de Recensement initial Administratif à Vocation d'Identification de la Personne (Ravip), en remplacement et sans un bilan de la Lépi, et sous la direction des ministres, est annoncé, confié en gré à gré à la société SAFRAN. Or, cette société est dénoncée sur le plan international dans les fraudes électorales. C'est dire que la solution d'élections truquées dans le but de renforcer la mainmise du pouvoir sur le peuple et le pays continue.

**Talon avait promis une présidence crédible et qui force le respect. Mais, le Président a perdu toute crédibilité à cause des reniements spectaculaires de la parole donnée.** Il a promis et répété qu'il organiserait une consultation populaire et un référendum pour la révision de la Constitution. Il a promis et répété qu'il ne ferait qu'un mandat unique. Mais tout le monde observe que ce n'était que ruse, imposture et parjure.

**Alors, le pays court manifestement à la dérive. Les réformes hasardeuses concoctées en catimini en dehors des acteurs et par des commissions formées de parents, d'amis et de cabinets associés d'affaires, dans maints secteurs, suscitent des rejets et résistances légitimes des travailleurs et des populations.** Le spectacle d'une minorité arrogante qui se sert des ressources de l'Etat, à qui l'on octroie des faveurs et privilèges pendant que l'on demande aux autres de serrer la ceinture, que l'on promet et utilise la répression contre les affamés n'est plus tenable. Toutes les institutions ont perdu de leur crédit, étouffées par le harcèlement à soutenir l'affairisme au sommet de l'Etat. Les espoirs suscités sont complètement déçus et le peuple en arrive à souhaiter sa délivrance providentielle des mains de son Président.

**Alors, le Front pour le Sursaut Patriotique appelle le Président Talon et son gouvernement à prendre la juste mesure de la situation. Le Nouveau Départ est une aggravation dans la continuité de tous les maux. Cette situation est très grave et demande des mesures courageuses de changement de sa gouvernance.** Les louanges et proclamations d'adhésion et de soutien au Pag manifestement en panne de la part de ceux-là qui cherchent refuge et opportunités d'affaires et dont les partis sont bien identifiés actuellement comme des "boutiques d'affaires" (sic) indiquent la putréfaction de la situation. **S'enfermer à écouter les bips émis par sa cellule de communication et repris par les journaux et organes de presse stipendiés en des articles siamois ne revient qu'à entendre ses propres échos. Choisir l'option de la répression aveugle et de l'établissement de la peur par la tyrannie ne fera que conduire au chaos. Notre peuple n'acceptera plus, sans réagir vigoureusement, la restauration d'une dictature dans notre pays.** Les libertés ne lui ont pas été octroyées lors d'une quelconque conférence. Elles ont été conquises dans la douleur, la sueur, les larmes et le sang ; et aucune répression, même la plus sanglante ne le domptera. Au contraire, ce sera des crimes de plus et cela renforcera sa conviction et sa détermination d'en finir définitivement avec l'impunité des crimes politiques et économiques.

**Le Front pour le Sursaut Patriotique réaffirme que la seule solution demeure la réunion immédiate des Etats généraux.** Cette solution a été indiquée par beaucoup d'acteurs de la vie politique à la veille de la dernière élection présidentielle. Elle est aujourd'hui avancée et soutenue par de plus en plus d'organisations et d'acteurs politiques et de la société civile. **Le pays doit s'asseoir de nouveau pour revoir les bases de la construction de notre pays, les bases pour un gouvernement patriotique et de probité.**

*C'est pourquoi le Front pour le Sursaut Patriotique demande solennellement ce jour, vendredi 13 octobre 2017, au Chef de l'Etat, Patrice Talon, s'il lui reste encore un peu d'amour pour ce pays,*

*d'accéder à l'exigence pressante de la réunion d'une Assise nationale d'ici le 31 décembre 2017 pour revoir la gouvernance du pays.* C'est la seule alternative pour ne pas continuer les forfaitures contre le peuple et lui éviter surtout une situation dramatique dont lui, le Président Talon avec son clan seraient les seuls responsables.

Le peuple, quant à lui, saura se lever pour laver l'imposture et les parjures ; il ira jusqu'au bout pour établir une gouvernance patriotique et de probité.

Enfants du Bénin debout !

Cotonou, le 13 octobre 2017

**Le Front pour le Sursaut Patriotique.**